

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 24 FÉVRIER 2020 - 50^e ANNÉE - N° 1184 - 3,50 €

Coronavirus

Le Marché mondialisé, c'est vraiment formidable ! La concurrence joue à plein, les produits s'échangent au moindre coût et le consommateur s'y retrouve ! On a oublié de nous dire que ces mécanismes bien huilés fonctionnaient dans un monde sans événements hors normes.

Le problème, ce n'est pas la guerre, qui ne trouble pas le jeu tant qu'elle se déroule dans les périphéries du monde développé. Ce n'est pas non plus la révolution puisque les dictatures, les oligarchies et les démocraties encadrées permettent de refouler, pour le moment, les aspirations révolutionnaires. Le problème, c'est l'événement totalement extérieur au Marché, qui déclenche un jeu non calculable et non maîtrisé d'actions et de réactions – par exemple, une épidémie dans un très grand pays.

L'épidémie de Coronavirus qui frappe la Chine et tend à l'isoler du reste du monde va provoquer, si elle se développe, une désorganisation du système des échanges.

On parle beaucoup de la crise de l'industrie touristique, beaucoup moins des difficultés d'approvisionnement en pièces détachées, en composants électroniques et, beaucoup plus grave, en médicaments puisqu'une part très importante des principes actifs est fabriquée en Chine.

Voilà qui devrait servir de leçon à un gouvernement soucieux de l'intérêt public et de la protection des citoyens : pour réduire les risques, la relocalisation des productions stratégiques et la nationalisation des secteurs-clé sont des impératifs catégoriques. ■



Résister à Airbnb

La position des candidats aux élections municipales à l'égard de la plateforme de location Airbnb est un des enjeux du scrutin des 15 et 22 mars prochains. *Royaliste* a quelques idées sur la question.

Se loger est une angoisse pour de trop nombreux français. Tirant parti de la cupidité et de la baisse du niveau de vie de certains propriétaires et locataires, la plateforme américaine Airbnb contribue à la rareté de l'offre de logements

et à la flambée constante des prix de l'immobilier, à l'achat ou à la location. La France, Paris en tête, est une proie de choix pour cette entreprise mondiale qui pratique l'optimisation fiscale et sait tirer parti des failles juridiques

pour contourner les oppositions. Une riposte ferme s'impose qui passe d'abord par une action déterminée des États et des villes, ainsi sans doute que par une réflexion sur le sens à donner au droit de propriété.

Pages 2 et 3.

Avec George Steiner

L'œuvre de George Steiner, disparu le 3 février, est l'une de celle qui assure la transmission des textes indispensables à la vie de l'esprit.

L'auteur d'*Après Babel*, des *Antigones* et du *Sens du sens* dialoguait avec les œuvres comme avec ses contemporains. Pierre Boutang fut l'un d'entre eux et le philosophe de l'*Ontologie du secret* noua avec Georges Steiner une amitié stellaire dans la passion pour la Bible et les

grands classiques que tous deux éprouvaient. Dialogues sur la littérature, sur le destin d'Israël, sur la religion entre un chrétien et un agnostique familier des Pères de l'Église, tous deux soucieux de la transmission de l'essentiel. La chronique de Gérard Leclerc en page 9.

Dans ce numéro :

Page 4 : Fiscalité : ruissellement ou évaporation.

Page 5 : Haïti, république bananière.

Page 8 : Vers une nouvelle guerre idéologique ?

Page 10 : L'Angleterre déchirée de Jonathan Coe.

Page 12 : Éditorial Servir l'État.

STOP Airbnb!



DR.

Airbnb, l'universelle aragne

Comment détruire nos villes avec un matelas pneumatique ? L'interrogation semblerait une boutade si elle ne résumait pas une aventure capitaliste qui a pour effet de raréfier l'offre de logement et de produire de l'exclusion.

Airbnb a été fondée en 2008 par deux Américains à partir d'une idée simple. Constatant la pénurie de logements à l'occasion d'événements réunissant un grand nombre de personnes dans une ville, ils imaginèrent de créer une plateforme de location et de réservation de parties d'appartements. Les locataires de courte durée dormaient le plus souvent sur des matelas ou lits d'appoint, d'où le nom d'Airbnb, acronyme de *air bed and breakfast*, matelas pneumatique et petit déjeuner.

Pour l'année 2017 Airbnb a déclaré un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars pour un bénéfice net de 93 millions de dollars. On peut se réjouir du succès d'un projet s'inscrivant dans le cadre de l'économie collaborative, ou économie de partage. On ne peut s'abstenir de regarder le revers de la médaille, que partagent d'ailleurs d'autres plateformes de moindre importance.

«*Airbnb cannibalise les grandes villes*», titrait *Le Monde* il y a trois mois. Le mot n'est pas trop fort. À Paris, première ville Airbnb du monde et deuxième marché après les États-Unis, plus de 30 000 logements ont été perdus pour le marché de la

location de résidence principale en cinq ans. Dans certains quartiers à fort attrait touristique, la location d'appartements entiers par Airbnb représente jusqu'à 10 % du parc locatif. Le marché locatif s'en trouve profondément bouleversé dans une ville qui a perdu 60 000 habitants entre 2011 et 2016, mais aussi le marché immobilier dont les prix ne cessent de flamber. Le phénomène ne touche cependant pas seulement la capitale mais aussi les métropoles (plus de 159 % d'offres de logements entiers proposés par Airbnb à Bordeaux depuis trois ans), voire des villes plus petites.

La crise du logement qui en résulte affecte bien sûr les plus pauvres qui se trouvent chassés des centres-villes vers la périphérie, voire en milieu rural, – « *troisième zone ou l'État est de moins en moins présent* », comme l'ont bien défini deux chercheurs –, qui subissent un éloignement source de mal-être conduisant à la colère. La dégradation des relations entre riverains et touristes (les valises à roulettes la nuit), la concurrence déloyale avec les hôteliers, la disparition de commerces de proximité constituent par ailleurs autant de « *dommages collatéraux* ».

Face à cette situation, les pouvoirs publics ne restent pas inactifs. La loi pour une République numérique (sic) de 2016 a prévu des peines pouvant aller jusqu'à la prison pour les sous-locations effectuées en fraude des propriétaires. Paris, qui a imposé un système de compensation et un numéro d'enregistrement, multiplie les contrôles et a engagé des procédures judiciaires contre Airbnb et l'un de ses concurrents, mais aussi contre loueurs qui ne respectent pas la réglementation. Pourtant, malgré les risques de sanction, la très grande majorité des annonces déposées par des parti-

Face à Airbnb, la riposte s'organise

Dans le monde entier, les villes mettent en place des dispositifs pour contrer l'expansion d'Airbnb.

■ **Barcelone.** La mairie, qui lutte contre le tourisme de masse, n'attribue plus de licences pour appartements touristiques dans le centre-ville. Elle a constitué une équipe de surveillants et créé un site internet permettant aux habitants de dénoncer les contrevenants.

■ **Madrid.** La capitale espagnole entend aussi empêcher son centre de devenir « un parc à thème » et s'est fixé pour objectif de fermer plus de 10 000 appartements loués

aux touristes.

■ **Berlin.** Après avoir déclaré Airbnb « hors la loi », la ville menace les contrevenants d'amendes pouvant aller jusqu'à 10 000 euros.

■ **Amsterdam.** Submergée par le tourisme de masse, la ville aux 165 canaux a réduit la durée de location des meublés pour touristes, avec pour effet d'être la seule en Europe où l'hôtel est moins cher qu'Airbnb.

■ **Jersey City.** 70 % des votants de cette ville de la côte est des États-Unis ont voté d'importantes restrictions sur les locations de courte du-

rée, avec pour objectif de réduire le tourisme de masse.

■ **Québec.** La ville de la Belle Province va soumettre les locations du type Airbnb à la même réglementation que les hôteliers.

■ **Europe.** La mairie de Paris s'associe avec d'autres municipalités européennes pour harmoniser les règles et contrer le lobbying d'Airbnb auprès de la Commission européenne. On notera, malheureusement, que le musée du Louvre et le Comité international olympique concluent des accords de partenariat avec Airbnb.

culiers restent illégales.

Les candidats aux prochaines élections municipales se distinguent par une volonté répressive plus ou moins forte. Mais il faudrait que l'État leur donne les moyens d'une politique efficace et que l'Union européenne se montre moins complaisante.

L'État, pour sa part, dispose, s'il a la volonté de les mettre en œuvre, de deux puissants moyens de coercition. En luttant contre la politique d'optimisation fiscale d'une société, dont le siège européen est établi en Irlande et qui paie des impôts dérisoires en France. Mais aussi en s'appuyant sur le droit social, car de nombreux loueurs ont professionnalisé leur activité, en se plaçant, de fait, dans une situation de travailleur indépendant qui échappe à toute cotisation, ou, pour certains, dans une « zone grise » proche du salariat, compte tenu de leur dépendance financière envers Airbnb.

Dans tous les cas, l'État ne peut pas, face à la cupidité de trop nombreux loueurs entretenue par l'algorithme d'Airbnb, faire l'impasse sur une réflexion concernant la nature et l'exercice du droit de propriété. Le logement n'est pas un bien comme un autre. Il ne peut pas être laissé entre les mains d'une minorité. Il faut distinguer droit de propriété et droit d'usage. La propriété se justifie par la fonction sociale qu'elle confère à son détenteur. ■

BENOÎT LEBEL.

Il n'y a pas d'affaire Griveaux

La défection de celui qui voulait être maire de Paris ne résulte ni de la perversité des réseaux sociaux, ni d'un complot russe. Et ce n'est pas une vidéo qui peut mettre en péril la démocratie. Mais alors, de quoi Griveaux est-il le nom ?

Benjamin Griveaux est l'anti-héros du parisianisme banal. Dans ce drame strictement bourgeois, on aperçoit un nihiliste russe, une jolie jeune femme montée de sa province, un avocat issu d'un milieu friqué, devenu la coqueluche de la radicalité à la sauce Mélenchon et un Rastignac issu de l'écurie Strauss-Kahn, assez niais pour croire qu'on peut exhiber son simple appareil sans risque pour sa carrière électorale.

Dans le milieu politique, on peut être un salaud accompli, mentir, voler l'État, trahir ses amis, piétiner les intérêts de son pays et être reçu avec déférence sur BFMTV puis souper aux meilleures tables.

C'est le ridicule qui détruit la réputation et fait de vous un proscrit. Benjamin Griveaux a sombré dans le ridicule.

Ma thèse est qu'il aurait pu éviter ce naufrage en tenant fermement la barre de son esquif municipal, en rameutant son équipage, en priant son ami Macron de tenir en laisse



la chiennerie médiatique, puis en dénonçant haut et fort le trio délictueux. Un politicien blanchi sous le harnais n'aurait pas faibli. Un militant passé par la rude école d'un vrai parti se serait battu et il aurait été défendu becs et ongles par ses camarades. Mais un Griveaux ! Un Griveaux, ça joue les durs dans les dîners-en-ville et ça dit des gros mots mais ça s'effondre à la première tornade dans un verre de Porto.

La tornade, elle fut médiatique et, comme toujours, le ventilateur radiotélévisé a projeté aux quatre coins du pays ses à-peu-près, ses coq-à-l'âne et autres coquecigrues. On a dénoncé l'anonymat des réseaux sociaux alors que les noms des protagonistes sont très vite apparus. On a évo-

qué un complot russe alors que Piotr Pavlenski bénéficiait du statut de réfugié politique et était reçu dans les salons parisiens. Mais on a trouvé normal que BFMTV et autres chaînes de bavardage continu accordent la priorité au cas Griveaux, multiplient les commentaires, organisent des dizaines d'heures de débats insipides pimentés d'anglicismes – *sex tape*, *porn revenge* – destinés à montrer qu'on est dans le coup.

On a même dénoncé, d'un air grave, un attentat contre la démocratie. Pourtant, la diffusion de la vidéo exhibitionniste n'a pas été organisée par un parti ou par une officine liée à un parti, mais par trois ou quatre provocateurs capables de salir une réputation, pas plus. La démocratie, elle est chaque jour mise à l'épreuve par l'oligarchie, par le capitalisme financier, pas par Piotr Machinchozeski.

On va oublier Griveaux. On n'invitera plus le nihiliste russe dans les beaux appartements du VI^e arrondissement, on en trouvera d'autres, tout aussi allumés. Mais le jeune avocat bien né restera, pour longtemps, ce qu'il est devenu : la coqueluche, juste assez sulfureuse, qui fait frissonner le Tout-Paris.

ANNETTE DELRANCK.

L'Écho du net

■ **Brexit et désintégration de l'UE.** - Sur le site xerficanal.com⁽¹⁾, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques chez Xerfi, attire notre attention sur les conséquences à venir du Brexit qui ne seront pas celles dont certains rêvent : « Le Brexit a pu sonner à ses débuts comme la fin d'une anomalie. L'exception insulaire, dérogatoire sur de nombreux points, prendrait fin, sortant du jeu décisionnel un pays empêqueur d'intégrer en rond. Le Brexit mettrait fin aux infidélités du couple franco-allemand, resserrant le noyau dur, et ouvrirait l'opportunité d'une relance du projet européen. » Alors que, selon l'auteur de l'article, « penser que la sortie du Royaume-Uni va ressouder le binôme et redonner une dynamique au projet est néanmoins un leurre. »

En effet, c'est oublier un peu vite

que « l'Europe a en son sein, avec la Pologne en chef de file et certains Peco, un contrepoids atlantiste, libéral et souverainiste qui prend le relais britannique avec une efficacité aussi redoutable. Le triangle de Weimar, cadre de coopération instauré en 1991 – qui allie la France, la Pologne et l'Allemagne – est un triangle d'incompatibilité au moins aussi puissant et paralysant que celui de Londres-Paris-Berlin ». Pourtant, si l'on ne regarde que les apparences, « l'intégration par l'intensification des liens croisés commerciaux peut sembler une réussite. Slovaquie, Roumanie, Hongrie, Pologne et Tchèque ont entre un cinquième et un tiers de leurs exportations dirigées vers l'Allemagne. Tout cela est allé de pair avec un puissant mouvement de rattrapage des PIB par habitant et des coûts du travail. On pourrait penser au regard de cela, que sur cette partie de l'UE, l'Allemagne a réussi sa

mission d'intégration et d'homogénéisation de l'espace européen par le commerce et les règles. »

À ceci près que « le modèle d'intégration commercial allemand, dépourvu de leadership politique et d'accompagnement social, a accouché d'un monstre politique, cocktail d'autoritarisme, de nationalisme, de xénophobie latente, d'ultralibéralisme climato-sceptique, dont la maîtrise lui échappe et qui pervertit les principes qui guidaient la construction européenne. L'Allemagne, confrontée aujourd'hui à la perspective de son propre déclin industriel, risque de voir s'affaiblir son rôle de locomotive et son ascendant économique, alors que les Peco ont gagné en influence et pris le relais du Royaume-Uni, comme cheval de Troie des États-Unis ».

Et comme par ailleurs « la fiction d'un leadership politique français sur un Club-Med dispendieux

est plus un phantasme allemand qu'une réalité politique, chacun de ces pays joue sa carte politique propre, loin d'un esprit de club sous leadership français. La Grèce, en liquidation, cherche son salut du côté de la Chine, de la Russie et du Moyen-Orient, devenant notamment un cheval de Troie commercial chinois en Europe. Portugal et Espagne, jouent la carte du dumping. L'Italie, en perdition, s'engouffre inexorablement vers le repli nationaliste. Sans sursaut politique en vue, sans pivot intégrateur et moteur, l'Europe n'a ni les moyens ni la volonté de bâtir le contre-modèle coopératif au Brexit ». La désintégration est donc inévitable. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-desintegration-maladie-contagieuse-de-l-Europe_3748314.html

Fiscalité : ruissellement ou évaporation ?

L'OFCE vient de publier une évaluation de la politique budgétaire du gouvernement Philippe depuis le début du quinquennat Macron. Il en ressort que les plus riches continuent de s'enrichir et les pauvres, de s'appauvrir.

Souvent, un dessin de presse en dit plus qu'un long article. C'est le cas de celui, signé Soulié, paru dans un récent numéro de *Marianne*⁽¹⁾. Sous l'apostrophe « Bernard Arnaud : + 32,5 milliards en 2019 », le dessinateur représente une foule d'individus les poches remplies de pièces et de billets lesquels s'envolent vers le ciel, tandis que l'un d'eux s'esclaffe : « Ça ressemble plus à de l'évaporation qu'à du ruissellement. » Une manière de montrer que l'enrichissement des riches se fait sur le dos des pauvres, contrairement à ce qu'affirment les adeptes de la théorie néolibérale du ruissellement, selon laquelle au lieu de taxer les hauts revenus à des fins redistributives, mieux vaut laisser les plus aisés les réinjecter dans l'économie, via l'investissement et la consommation, et contribuer ainsi à la croissance de l'activité, de l'emploi et des salaires pour le plus grand bien des ménages défavorisés. Cette théorie, qui préside à la politique budgétaire des gouvernements des pays développés depuis le début des années 1980, ne résiste pas à l'analyse des faits : force



est, en effet, de constater que la diminution radicale de l'impôt sur les revenus les plus élevés entraîne une déréglementation de l'économie, une augmentation des déficits budgétaires, un démantèlement des services publics, une paupérisation de la société et une augmentation des revenus des plus riches.

En France, une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), publiée début février⁽²⁾, vient opportunément démontrer l'inanité de cette pratique qui demeure d'actualité : pour illustrer le phénomène, Emmanuel Macron préfère recourir à la métaphore des « premiers de cordée » qui tirent vers le haut l'ensemble de la société, mais l'intention est la même. Cette étude présente le double intérêt d'évaluer les mesures socio-fiscales du budget 2020 tout en les restituant « par rapport

à l'ensemble des mesures intervenues depuis le début du quinquennat » (notamment les lois de finance 2018, 2019 et 2020, et celles portant « mesures d'urgence économiques et sociales »). Il en ressort que « si les mesures du budget 2020 poursuivent le rééquilibrage en faveur des classes moyennes, entamé en 2019 », notamment du fait des mesures destinées à répondre aux revendications des Gilets jaunes, « l'effet cumulé des mesures socio-fiscales de 2018 à 2020 reste très fortement marqué par le geste fiscal effectué en direction des ménages les plus aisés en début d'année 2018 » (réforme de l'ISF et mise en place du prélèvement forfaitaire unique sur l'ensemble des revenus de placement).

Et les auteurs de l'étude de poursuivre : « Sur les 17 milliards d'€ de gains de pouvoir d'achat pour les ménages de-

puis 2018, plus de 4 milliards, soit 25 %, l'ont été aux 5 % des ménages les plus aisés. A contrario, depuis le début du quinquennat, les 10 % de ménages les plus modestes restent en moyenne les perdants de la mise en place des mesures », notamment du fait des réformes des allocations logement et chômage.

Pour toute réponse, Bruno Le Maire s'est contenté de critiquer la méthode utilisée, estimant que l'OFCE n'avait pas tenu compte du milliard d'€ distribué aux plus pauvres à travers la prime d'activité, ainsi que la suppression du reste à charge sur les soins dentaires ou les soins optiques. Il a également fustigé l'esprit de l'étude, estimant que les analyses « restent attachées à une vision redistributrice de la politique économique nationale » et que « cela fait des années pour ne pas dire des décennies que nous vivons avec cette même idée que, dans le fond, il faut redistribuer toujours plus, produire toujours moins, et au bout du compte augmenter les taxes et les impôts ». Voilà pourquoi les poches de Bernard Arnaud continueront de se remplir en 2020 et celles des plus défavorisés, de se vider. ■

NICOLAS PALUMBO.

(1). *Marianne* n° 1190 du 3 janvier 2020.

(2). Bruno Ducoudré, Pierre Madec, Mathieu Plane et Raul Sampognaro, Budget 2020, du pouvoir d'achat au travail, OFCE, 2020.

La quinzaine sociale

■ **Réforme des retraites.** - Alors que se prolonge, à l'Assemblée nationale, l'examen des quelque 40 000 amendements du projet de réforme des retraites – dans une ambiance électrique, voire « chaotique » selon certains –, alors que les partenaires sociaux continuent de chercher des alternatives à l'âge pivot dans le cadre de la Conférence de financement des retraites – sans véritable espoir de déboucher sur des propositions susceptibles de satisfaire à la fois syndicats, patronat et gouvernement –, l'opposition à la réforme se poursuit. L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de mobilisation, le 31 mars, malgré l'échec de celle du 20 février. Les mêmes menacent de quitter la table

des négociations et d'organiser une « contre-conférence ». Dans ce contexte, le recours au 49.3 devient de plus en plus probable pour une adoption de la réforme avant l'été.

■ **Coopérative vs plateforme.** - Dégoutés par la dégradation de leurs conditions de travail et la baisse continue de leur rémunération, trois coursiers bordelais travaillant pour Take eat easy, Deliveroo et/ou Uber eats, prennent le risque, fin 2017, de se constituer en Société coopérative de production (les Coursiers bordelais) et de concurrencer leurs anciennes plateformes. Après deux années d'existence, le pari est en passe d'être gagné : le chiffre d'affaires annuel avoisine les cent mille euros, ils sont désormais quatre et une nouvelle embauche est prévue pour 2020. Ils bénéficient, en

outre, d'un CDI à plein temps, d'un salaire supérieur au Smic, d'une mutuelle, de titres restaurant, du paiement de leurs heures sup' et de huit semaines de congés payés par an. Ils démontrent ainsi que la coopérative, système dans lequel l'entreprise appartient à tous ceux qui y travaillent, dont tous ont la maîtrise des conditions de travail, et un poids égal dans la décision, peut être une alternative au capitalisme de plateforme.

■ **Économie circulaire.** - Après six mois de navette parlementaire, la loi « anti-gaspillage pour une économie verte » vient d'être publiée au *Journal officiel*. Son ambition est de sortir du plastique jetable, de mieux informer le consommateur, de lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire, d'agir contre

l'obsolescence programmée, de mieux produire. De bonnes intentions, mais de nombreuses mesures n'entreront pas en vigueur avant plusieurs années.

■ **Réinsertion.** - Nicole Belloubet, ministre de la Justice, vient d'annoncer la construction de trois « prisons expérimentales » en vue de la réinsertion des détenus par le travail. Chacun des établissements accueillera 180 personnes condamnées à des peines inférieures à cinq ans et les orientera vers une formation ou un travail effectué à l'intérieur de la prison.

L'intention, qui vise à lutter contre la récidive, est louable, s'il ne s'agit pas seulement de fournir une main d'œuvre bon marché aux entreprises et collectivités locales qui en seront partenaires.

Si je t'oublie Haïti, que ma main droite m'oublie. La France ne peut pas laisser son ancienne Perle des Antilles s'enfoncer de plus en plus.

République bananière

Le 12 janvier 2010, Haïti était frappée par un séisme de magnitude 7 qui fit 200 000 morts et un million et demi de déplacés. L'île a perdu vingt places dans les indices de développement (162^e sur 198). 60 % de la population (douze millions d'habitants) vivent en dessous du seuil de pauvreté et 25 % en dessous du seuil de pauvreté absolue.

Dix ans plus tard, Haïti ne parvient toujours pas à se sortir du trou. Une lueur d'espérance était apparue en 2017, après l'élection d'un nouveau président, Jovenel Moïse, issu de la société civile, PDG d'une société de production et d'exportation de bananes biologiques. Les forces armées brésiliennes de la force des Nations unies Minustah⁽¹⁾ évacuèrent le pays au bout de treize années de présence, ne laissant sur place qu'une mission civile d'appui à la justice (Minujusth⁽²⁾). Las ! En juillet 2018, le président commit l'erreur de suivre la recommandation du FMI de supprimer les subventions à l'essence, avant de se rétracter après deux jours de manifestations. Or, depuis 2005, Haïti bénéficiait de la facilité pétrolière offerte par le Venezuela, via l'Alliance bolivarienne PetroCaribe⁽³⁾, grâce à laquelle il obtenait une essence à bas prix assorti de fonds pour le développement : 3,8 milliards de dollars américains sur dix ans dont on s'interroge sur la destination. La Cour des Comptes haïtienne a courageusement enquêté pour rendre un rapport en mai 2019, mettant en cause directement une longue liste de personnalités compromises, dont les trois derniers présidents, y compris l'actuel qui en aurait profité pour son exploitation de bananes. Caracas a suspendu son dispositif d'aide en 2018. En janvier 2019, à la réunion de l'Organisation des États américains (OEA), Haïti a pris parti pour le rival de Maduro, Justin Guaido, s'alignant ainsi sur Washington.

Hors pétrole, Haïti vit de deux expédients : les transferts de la diaspora (plus de 2,5 millions d'Haïtiens résident aux États-Unis, en République dominicaine, au Canada, en France – 80 000 –, aux Bahamas, à Cuba) et les activités de contrebande. Le secteur privé – informel pour l'essentiel – est sous la dépendance du pays voisin, la République dominicaine, et indirectement des États-Unis.

L'argent de la reconstruction ? Plus de sept milliards d'euros avaient été promis à la suite du séisme. Où sont-ils

PAR YVES LA MARCK.



Le président haïtien, Jovenel Moïse, lors de la Conférence des Amériques de Lima, en avril 2018.

passés ? demandent certains. En vérité, l'ONU atteste que moins de 20 % de ces sommes ont été effectivement versées. L'aide des ONG a été également lourdement critiquée pour avoir été mal utilisée et, au final, revenir pour l'essentiel aux pays donateurs et aux intermédiaires.

L'influence des États-Unis. La France est traditionnellement engagée dans l'éducation et la culture qui nous sont communes pour des raisons historiques et linguistiques mais qui restent un défi dans un pays dont la moitié de la population a moins de vingt ans. La décennie qui a suivi le séisme a, de fait, vu une progression notable de la présence multiforme des États-Unis, en dépit de l'indifférence manifeste du président Trump. On se souvient que c'est Bill Clinton en personne qui, après la catastrophe, avait pris en charge la coordination des aides d'urgence. La francophonie a bien du mal à suivre.

C'est aussi grâce au soutien de Washington et de l'Organisation des États américains (OEA) que Jovenel Moïse réussit à tenir tête, seul contre tous, face à l'ensemble de la classe politique. Le mandat des parlementaires est arri-

vé à expiration. Les élections auraient dû avoir lieu en octobre 2019. L'administration fonctionne sur le budget 2017/2018. Le Premier ministre nommé en juillet 2019 l'est à titre intérimaire. Le président, qui gouverne par décrets, a, comme dans des cas analogues, proposé un « dialogue national » avec l'opposition, une constituante, l'adoption d'une constitution présidentielle avant de nouvelles élections. Mais qu'est-ce que l'opposition haïtienne ? Historiquement, faut-il remonter au 7 février 1986 où la population avait mis fin à la dictature des Duvalier père et fils ? Ou au 29 février 2004 où il en alla de même de « Titi », le père Aristide ? Février 2020 voit se perpétuer un mouvement consistant, qui se désigne depuis l'été 2018 sous le nom des « Petro-Challengers », et qui attend de la justice qu'elle se prononce sur les détournements des fonds vénézuéliens, alors que Caracas réclame à Haïti environ deux milliards de dollars d'impayés : « *Kot Kob Petwo Karibe a ?* » Où est passé l'argent de PetroCaribe ? La question n'est peut-être pas seulement qu'haïtienne ; elle pourrait concerner d'autres pays de l'Alliance bolivarienne. Elle a une résonance internationale.

L'alternative n'est pas entre la dictature ou le chaos, mais dans une refonte du système. Personne ne tient au chaos qui supposerait un retour des Casques bleus que le Conseil de sécurité voudrait éviter pour ne pas se déjuger, après les compromissions et les abus de la décennie précédente. La prolifération des gangs, la hausse spectaculaire des enlèvements dans toutes les zones urbaines du pays, révèlent l'infériorité des forces de police. Tout semble aller de mal en pis. La dictature ne se concevrait néanmoins que comme la couverture d'un semi-protectorat américain.

Reste l'appel aux « gens de bien » (prononcer *gences* dans le vocabulaire local), que lançait l'autre jour la police de Cap Haïtien, la seconde ville du pays : les bonnes volontés du bon peuple d'Haïti et de ses véritables amis. Mais en faisons-nous encore partie ? ■

(1). Minustah : Mission des Nations unies pour la Stabilisation en Haïti, en opération de 2004 à octobre 2017, sous direction brésilienne.

(2). Minujusth : Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti.

(3). PetroCaribe est une alliance entre les pays des Caraïbes et le Venezuela. Ce dernier permet aux membres de l'Alliance d'acheter son pétrole à des conditions de paiement préférentielles.



Le siège de la Deutsche Bank à Francfort. Hier symbole de la prospérité allemande, la DB est devenu l'enfant malade du système bancaire mondial.

La crise allemande

Ceux qui, comme nous, suivent Édouard Husson depuis son premier livre ont vu cet agrégé d'histoire devenir le meilleur spécialiste français de l'Allemagne. Récemment publié, son *Paris-Berlin*⁽¹⁾ n'est pas seulement riche d'analyses décapantes sur les politiques suivies par l'Allemagne et la France depuis cent ans : l'ouvrage explore les voies qui permettraient d'espérer un nouvel équilibre européen.

L'Union européenne devait être la grande affaire de l'élu de mai 2017 qui croyait, dur comme fer, aux capacités du « couple franco-allemand » relancé par ses soins. Emmanuel Macron pensait qu'il fallait adapter l'économie française au modèle allemand afin que Berlin puisse accepter le plan français de restructuration de la zone euro. Il y eut des rencontres avec Angela Merkel, de grands discours sur la « souveraineté européenne », des sommets et puis...rien. Rien d'autre que des réponses dilatoires et des refus plus ou moins polis, formulés par la Chancelière, son héritière présumée et des économistes allemands. Pas de plan d'investissements massifs. Pas de ministre des finances européen, ni de mécanisme mutualisé de soutien aux banques...

Le « couple franco-allemand » démontra son inexistence d'autant plus clairement que l'Allemagne affrontait une crise politique inédite depuis la naissance de la République fédérale : il fallut six mois pour constituer un gouvernement après la déconvenue de la CDU-CSU et du SPD aux élections législatives de septembre 2017 qui virent les droitistes de l'AfD entrer au Bundestag. Affaiblie, la Chancelière avait d'autres soucis que les plans mirifiques du Jupiter français, soudain confronté à la

révolte des Gilets jaunes et promettant en décembre 2018 13 milliards de dépenses supplémentaires sans se soucier du déficit budgétaire – ce qui est fort mal vu en Allemagne.

La crise allemande ne se réduit pas au déclin des *Volksparteien*, les « partis populaires », chrétien-démocrate et social-démocrate, qui ont été les piliers de la République fédérale. L'Allemagne reste une grande puissance économique, mais son modèle industriel est obsolète, la Deutsche Bank menace de faire exploser le système financier mondial, la pauvreté progresse et le pays se trouve confronté à un double problème d'intégration – des Allemands de l'Est et des germanophones venus d'Union soviétique ; des immigrés turcs et des migrants arrivés en 2015⁽²⁾. Édouard Husson présente une analyse détaillée de ce bilan, qui surprendra moins que les pages consacrées à Angela Merkel.

La bonne et brave *Mutti* que beaucoup d'Allemand portaient dans leur cœur, mais que des caricaturistes grecs affublaient d'une moustache hitlérienne, fut dans ses années glorieuses la « chancelière sans qualités » qu'elle sera jusqu'à son départ. Le moment Merkel fut un détonnant mélange d'indécisions désastreuses et de choix personnels, aussi intempestifs que malheureux.

Le mythe Merkel. L'ambition merkelienne était aussi simple que naïve : sortir enfin de l'Histoire, devenir une grande Suisse dans une Union européenne régie par les normes allemandes et faire des exportations fructueuses sur le marché mondialisé. Tout cela sous la protection des États-Unis. Mais l'Histoire a suivi son cours... Surprise par la crise financière de 2007-2008, la Chancelière a réagi tardivement, d'abord de manière dogmatique en reprochant à l'Irlande de vouloir sauver ses banques, puis en se consacrant au soutien étatique à l'industrie automobile et au sauvetage du système bancaire allemand – Landesbanken, Commerzbank, Deutsche Bank – par une recapitalisation massive (250 milliards d'euros) et très hétérodoxe. Les Allemands regardèrent *Mutti* comme une mère germanique – solide et protectrice – et les dirigeants français ne voulurent pas voir que la Chancelière agissait dans le seul souci des intérêts allemands.

Retraçant les trois grandes crises qui ont secoué l'Union européenne, Édouard Husson met en évidence les hésitations d'Angela Merkel. Lors de la crise ukrainienne de 2013-2014, Angela Merkel avait toutes les possibilités de calmer le jeu selon la tradition politique allemande de relations paisibles avec la Russie. Or, elle a attendu

pour intervenir que l'irréparable soit commis – l'annexion de la Crimée, le début de la guerre civile. Après les rencontres du Format Normandie, elle n'a pas su imposer à Kiev et aux milices ukrainiennes le respect de leurs engagements. Même indécision lors de la crise grecque de 2015 : la Chancelière commença par soutenir l'idée d'une renégociation de la dette du pays avant de se rallier au maintien de la Grèce dans la zone euro à des conditions draconiennes. Après le référendum britannique sur le Brexit, Angela laissa une fois encore la situation se dégrader parce qu'elle était incapable de trancher entre ceux qui voulaient punir la Grande-Bretagne et les partisans d'une solution souple, conforme aux intérêts économiques allemands.

Angela Merkel démontra aussi qu'elle était capable de prendre des décisions solitaires et irréflechies. Sans consulter les membres de son gouvernement, sans informer ses partenaires de l'Union, elle annonça en décembre 1999 que l'Allemagne sortait du nucléaire. Depuis, notre voisin a démontré sa capacité polluante : comme le rappelle Édouard Husson, « *l'Allemagne a émis, en 2016, 8,88 tonnes de CO² par habitant, soit plus du double de la moyenne mondiale, alors que la France se trouve à cette moyenne avec 4,37 tonnes* ». De même, c'est sans consulter personne que la Chancelière décida d'accueillir sans restriction, en 2015 et 2016, un million de réfugiés et de migrants qui vont poser de sérieux problèmes pendant deux ou trois générations.

Aversion au leadership. On ne saurait cependant trop accabler Angela Merkel. Son attitude ne résulterait pas d'une faiblesse personnelle mais d'un refus typiquement allemand d'exercer effectivement le pouvoir dont on est chargé. La thèse surprend parce que nous, nous avons tendance à voir les Allemands comme des gens résolus, pour le meilleur ou pour le pire. L'aversion allemande au leadership⁽³⁾ est au cœur du livre d'Édouard Husson, qui l'étaye solidement. Pour lui, la spécificité de l'Allemagne moderne – le *sonderweg* – n'est pas dans la violence de ses convulsions mais dans son incapacité à se doter d'un leadership politique stable.

De fait, l'Allemagne médiévale ne s'est pas donné un pouvoir royal. Elle a formé un empire nostalgique de la Rome antique et qui fut, après 1250, gouverné de l'extérieur par les Habsbourg. Après la Guerre de Trente ans, l'Allemagne vécut dans le morcellement et c'est seulement au XIX^e siècle qu'elle commença de trouver son unité, encore incertaine, sous l'égide de Bismarck. « *En fait*, écrit Édouard Husson, *l'Allemagne semble avoir toujours été tiraillée, historiquement, entre une aspiration impériale, qui l'empêche de stabiliser des frontières nationales, et une tendance au localisme, avec l'affirmation de très forts pouvoirs régionaux, qui minent, cette fois de l'intérieur, la cohésion des constructions*



Historien, directeur de l'institut franco-allemand d'études européennes, Édouard Husson est un des meilleurs spécialistes français de l'Allemagne.

« L'Allemagne semble avoir toujours été tiraillée, historiquement, entre une aspiration impériale, qui l'empêche de stabiliser des frontières nationales, et une tendance au localisme, avec l'affirmation de très forts pouvoirs régionaux, qui minent, cette fois de l'intérieur, la cohésion des constructions politiques allemandes. »

politiques allemandes. » Comme l'a montré Charles de Gaulle dans *La discorde chez l'ennemi*, l'Allemagne a perdu la Première Guerre mondiale parce que le haut-commandement militaire ne parvenait pas à coordonner les unités décentralisées et ne respectait pas le pouvoir politique, incarné par un empereur très instable.

Mais le national-socialisme ? Disciple de Ian Kershaw et auteur d'une biographie de Heydrich⁽⁴⁾, Édouard Husson écrit que « *Hitler a poussé jusqu'au bout le paradoxe de la décentralisation dans l'intégration : il encourageait une compétition féroce entre ses subordonnés pour la réalisation d'objectifs criminels que nul n'aurait osé remettre en cause* ». Après 1945, pour se prémunir contre leur propre histoire, les Allemands ont voulu s'intégrer dans une organisation supérieure – d'abord l'Otan puis cette « Europe » qui ressemble au Saint-Empire. Mais l'Allemagne n'a jamais voulu exercer les responsabilités politiques d'une puissance fédéralisante et l'Union européenne, réduite à un système de contraintes par les normes, est entrée dans une logique de dislocation. Resterait donc la puissance allemande, cet *hegemon* devant lequel nos prétendues élites courbent l'échine et qui est insupportable

pour les peuples ? Pas si sûr !

D'abord, Berlin va devoir affronter les immenses problèmes posés par la démographie allemande, par l'évolution technologique et les impératifs écologiques, par les migrants... avec une classe politique divisée en six partis. Avec un gouvernement faible, une indécision consubstantielle et un protectorat américain plus ou moins défaillant, l'Allemagne, livrée à elle-même, va se fragmenter. À partir de ce constat dressé sans joie mauvaise, Édouard Husson énonce des recommandations qu'un gouvernement français, sorti des routines de la « gouvernance », aurait grand avantage à prendre en considération.

Normaliser les rapports franco-allemands. Il faudrait bien entendu cesser de s'enfermer dans une relation bilatérale avec l'Allemagne, cesser de vouloir imiter le prétendu modèle allemand, cesser de croire que l'euro est une monnaie bienfaisante – sur ce point aussi, le livre est riche en rappels cinglants – et surtout, surtout, ne plus se mêler des affaires allemandes. Édouard Husson cite un texte de Heine⁽⁵⁾, qui annonce en 1834 les terribles violences dont les Allemands vont en effet se montrer capables. Le poète conseille aux Français de se tenir tranquilles, de ne pas applaudir et de garder l'arme au bras. Ce conseil, nous ne l'avons pas suivi, après le traité de Versailles comme après la chute du Mur de Berlin. Par peur de l'Allemagne, nous avons précipité la catastrophe de l'entre-deux-guerres et c'est toujours par peur que François Mitterrand a voulu « clouer » la main de l'Allemagne par une monnaie qui est devenue l'instrument de la puissance allemande...

Édouard Husson voudrait qu'on en finisse avec la tradition « bainvillo-miterranéenne » – dans laquelle il n'inclut pas la politique gaullienne – et il y a sur ce passé qui nous concerne de près un passionnant débat à mener avec lui. Mais il serait sage aujourd'hui de retenir le conseil de Heine et de laisser les Allemands résoudre leurs problèmes. Alors nous pourrions avoir avec l'Allemagne des relations de coopération, d'État à État, qui devraient s'inscrire dans des dynamiques plus larges – par exemple la grande dorsale européenne qui nous invite à resserrer nos liens avec Londres. Édouard Husson lance le grand débat de la reconstruction européenne, qui devra allier, à son exemple, l'intelligence de l'histoire et l'audace des recommencements. ■

BERTRAND RENOUVIN.

(1). Édouard Husson, *Paris-Berlin, La survie de l'Europe*, Gallimard, col. « Esprits du monde », 2019.

(2). Cf. *Royaliste*, n° 1178, 2 décembre 2019 : « *Allemagne, sombres perspectives* ».

(3). Leadership : l'auteur ne traduit pas le mot, qui désigne ici la capacité de diriger et de décider.

(4). Édouard Husson, *Heydrich et la Solution finale*, préface de Ian Kershaw, Perrin, 2008, réédition Tempus 2012.

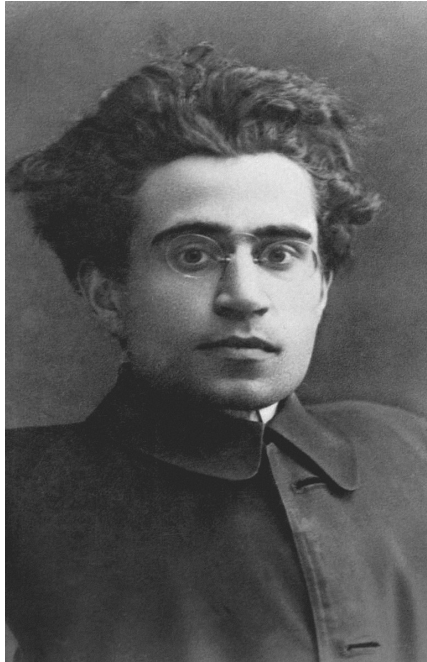
(5). Heinrich Heine, *De l'Allemagne*, Tel, Gallimard, 1998.

Vers une nouvelle guerre idéologique ?

La montée d'un protectionnisme promoteur du rétablissement des frontières autant que l'urgence climatique ébranlent les certitudes néolibérales. Alors qu'une crise totale – économique, écologique, sociale, démocratique – est annoncée, l'heure de changer de logiciel idéologique semble venue.

Les auteurs d'un essai captivant sur l'illibéralisme identifient parmi les facteurs du succès politique de Viktor Orbán, chef du gouvernement hongrois depuis dix ans, une stratégie gramscienne⁽¹⁾. Jeune opposant au régime socialiste, Orbán avait lu Gramsci et retenu de ses incontournables *Carnets de Prison* que la prise de pouvoir succède à la victoire sur les consciences. En élève appliqué, il a traduit cette idée in concreto en s'appuyant sur les associations citoyennes. Orbán comme son pendant polonais Jarosław Kaczyński sont en train de démontrer à l'échelle d'une nation que substituer son propre récit politique à l'idéologie dominante, même internationale, est chose possible. Illusoire ou pérenne, leur victoire est aussi le résultat du reflux net du modèle néolibéral, porté par l'Occident, qui prédomine depuis la fin de la guerre froide : une démocratie libérale (institution), articulée à l'individualisme (philosophie) et au capitalisme financiarisé (économie), qui a évacué tout risque d'alternative en substituant le concept de « gouvernance » à celui de choix politique (méthode). À peine est-il devenu hégémonique, à peine a-t-il été hâtivement glorifié comme « fin de l'histoire » (F. Fukuyama), que ce modèle vacille, sans pour autant s'écrouler. La plus citée des réflexions de Gramsci décrit parfaitement les temps actuels : « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet inter-règne on observe les phénomènes morbides les plus variés. »⁽²⁾ Ce début de XXI^e siècle semble ouvrir une brèche à l'intérieur de la pensée dominante. Encore faut-il parvenir à la pénétrer intelligemment.

Aux origines de la pensée hégémonique. Peut-on appréhender la guerre idéologique sans éclaircir au préalable l'énigme des origines de la structuration intellectuelle d'une communauté ? La question de savoir qui produit l'idéologie dominante continue de diviser. Marxiste, Alain Badiou l'admet : « Il ne faut pas sous-estimer le fait que c'est l'état des choses qui modèle les consciences, et non l'état des consciences qui modèle l'état des choses. »⁽³⁾ Si la pensée d'un homme est balisée par un environnement, par une histoire collective et personnelle et par l'époque dans laquelle elle se construit, alors s'émanciper des schémas mentaux et des préjugés de sa civilisation apparaît difficilement envisageable. Ce n'est pas tout. Le conditionnement ne résulte pas seulement de « l'état des choses » ; il est entretenu par les élites dans leur pluralité (économiques, politiques, médiatiques, intellectuelles) dont le point commun est bien « de définir l'orientation



Antonio Gramsci (1891-1937).

générale de la vie des sociétés sur le plan des valeurs, des principes directeurs », relève Marcel Gauchet. Pour le philosophe et historien, « nos sociétés ont une capacité de fabriquer une sorte d'unité intellectuelle » qui transcende les clivages distinguant artificiellement ces élites entre elles⁽⁴⁾. L'un et l'autre voient juste : le système, au sens le plus large qui soit (institutions, lois, arts, relations économiques...) produit sa propre légitimation. Eu égard aux moyens dont il dispose, il est tout puissant dans cette œuvre éducatrice. La relecture des écrits denses de Gramsci convainc pourtant que l'hégémonie culturelle se conquiert avant de s'hériter et que l'élaboration d'une pensée politique doit s'accompagner de la définition indispensable d'une stratégie culturelle. « La philosophie d'une époque historique n'est donc que l'"histoire" de cette même période, que l'ensemble des changements que le groupe dirigeant est arrivé à provoquer dans la réalité précédente », résume le Sarde⁽⁵⁾. L'histoire des sociétés, non linéaire, plus erratique que cyclique, démontre qu'une vision du monde peut en chasser une autre dans le but de se maintenir durablement par l'adhésion du grand nombre.

Livrer combat. Il est de ceux qui croient que le combat politique est d'abord affaire de lutte d'influence. Le médiologue François-Bernard Huygue, directeur de recherche à l'IRIS, vient pour cette raison de publier *L'Art de la guerre idéologique*⁽⁶⁾ un essai

percutant, présenté – non sans un peu de dérision – comme un manuel pédagogique de conquête de l'hégémonie. La victoire d'un courant philosophique, à tout le moins d'un ensemble à peu près cohérent de croyances, tient à la capacité de ses affidés de l'imposer comme un mythe qu'aucun contre-mythe n'est en mesure de remplacer. Pour Huygue, nous vivons la fin du mythe « des quatre M » (mondialisation, marché, morale et médias) né dans les années 1980. La fameuse sécession entre les élites, repliées sur leurs propres croyances, et les masses, à la recherche d'un nouveau récit édificateur, n'est que la matérialisation d'un combat engagé pour démanteler le mythe hégémonique et le reléguer au rang de vieille lubie. L'auteur décline les moyens qui, conjugués, doivent porter le coup fatal à l'idéologie dominante : les intellectuels dissidents, l'extension de l'influence au-delà des frontières nationales et la mise en œuvre d'un ensemble de stratégies déstabilisatrices (produire un discours général, des symboles et des idées, favoriser l'environnement propice à les recevoir, séduire les groupes intermédiaires...). Efficaces ou limitées, ces recommandations reposent sur l'observation de précédents. Pour toute organisation politique déterminée à gagner les consciences, le plus difficile n'est pas tant de suivre les recettes éprouvées que d'emporter la première des batailles : émerger au sein d'une multitude de prétendus courants révolutionnaires. Même affaiblie, l'idéologie dominante peut toujours compter sur la division de l'adversaire. Par ailleurs le combat idéologique des dirigeants centre-européens invite à la prudence : il entraîne, sur le fond, vers une impasse dangereuse en s'attaquant aux libertés politiques et en soufflant sur les braises du ressentiment xénophobe. Pour les nations qui refusent la mondialisation néolibérale comme horizon indépassable, le moment est enfin favorable à l'avènement d'un nouveau paradigme, à condition qu'il cherche à rassembler plutôt qu'à isoler. ■

CASIMIR MAZET.

(1). Ivan Krastev, Stephen Holmes, *Le Moment illibéral*, Fayard, 2019, p. 109.

(2). Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position* (textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La Fabrique, 2011, p. 38).

(3). Alain Badiou, *Éloge de la politique*, Flammarion, coll. « Champs Essais », 2019, p. 54.

(4). Marcel Gauchet, *Comprendre le malheur français*, Gallimard, coll. « Folio actuel », 2017, pp. 347-348.

(5). Antonio Gramsci, préc., p. 67.

(6). Éd. du Cerf, 2019, 172 pages.



par Gérard Leclerc

La haute culture pour vivre

C'est à Pierre Boutang que je dois la découverte de George Steiner. Quand les deux hommes s'étaient-ils rencontrés ? Sans doute peu après la publication d'*Ontologie du secret*⁽¹⁾, la thèse soutenue en Sorbonne, que Steiner considérait comme une des œuvres philosophiques majeures du XX^e siècle. Bien plus tard, il affirmerait : « *Comme pour Kierkegaard, il faudra sans doute plusieurs générations avant que l'Ontologie ne soit comprise, avant qu'elle n'entre dans le courant dominant du raisonnement épistémologique. Mais son heure viendra, j'en suis sûr.* » L'homme qui lisait absolument tout avait déjà pris connaissance du commentaire du jeune Boutang sur Maurice Scève, pressentant qu'avec lui, il y aurait une communion de pensée d'une rare intensité. « *Les débats que nous avons eus, tant en public qu'en privé, comptent parmi les heures stellaires de ma vie. Nous sommes animés d'une passion absolue pour les Écritures et les classiques, pour la poésie et la métaphysique. Nous trouvons du plaisir dans le genre d'enseignement qui est un acte d'amour partagé (j'ai observé Boutang initier l'un de ses nombreux petits enfants au grec du Nouveau Testament). Nous savons tous les deux, qu'apprendre par cœur, c'est précisément cela.* »

Pourtant, a priori, il y avait un abîme entre les convictions du disciple de Charles Maurras et celles de ce juif errant, marqué par la blessure de son peuple. Mais l'un et l'autre n'étaient-ils pas en chemin, plus fraternels qu'à l'égard des alliés de leurs camps respectifs ? Ce qui leur importait, c'était la quête incessante de l'esprit à travers « *le miracle du langage, de l'art, de la musique et de la philosophie* ». Cela entraînerait d'étranges paradoxes. Ainsi l'antisémite d'État pourrait se convertir à un sionisme intransigeant, tandis que son interlocuteur était plus que réservé à l'égard de l'existence et de la politique de l'État d'Israël : « *Pour le Juif, la "normalité" ne serait qu'une autre forme de disparition. L'énigme, peut-être la folie de la survie, devait avoir une vocation plus haute, une vocation dont l'exil est partie intégrante.* » C'était le côté un peu démesuré de cet étrange agnostique qui pensait que c'était déchoir que de se résoudre à « *l'instauration d'un État-nation, armé jusqu'aux dents, d'un pays livré à la Bourse et aux mafiosi comme toutes les autres terres* ». Boutang, qui n'abdiquait pas son réalisme, considérait que l'avènement d'Israël était plus qu'une nécessité historique, la continuité de la réalisation de la Promesse en notre temps, en avant-garde de la vocation du monde occidental.

Cette conviction était antérieure à l'amitié avec Steiner. Elle était liée à la découverte de l'œuvre de Martin Buber. Sur ce terrain-là, il y avait d'ailleurs profonde convergence, on pourrait dire métaphysique, à ceci près que Boutang était intégralement disciple du Christ et Steiner agnostique. Mais son agnosticisme était d'un type très particulier, à l'opposé extrême de l'athéisme moderne. Le lecteur insatiable ne pouvait se priver de recourir aux sources. La Bible était sa compagne familière et il considérait que l'ensemble de la culture littéraire était incompréhensible sans sa relation aux Écritures. Par ailleurs, il était familier de la tradition chrétienne. Il avait même lu le cardinal Newman ! Avec Boutang, ils évoquaient Hans Urs von Balthasar, ce Père de l'Église chez les Helvètes, dont Steiner

avait entendu parler lorsqu'il enseignait à Lausanne.

Mais il nous faut nous recentrer sur le grand œuvre du critique littéraire, sachant qu'avec lui il s'agissait bien autre chose que d'un commentaire. Son ambition était d'ordre philosophique au sens le plus fort du terme. En raison de son humilité, il considérait qu'il était très inférieur aux génies dont il avait à rendre compte. Mais il lui fallait quand même être à une certaine hauteur pour entrer en symbiose avec eux et transmettre ce qu'ils avaient à communiquer. On peut se poser aujourd'hui la question. Steiner peut-il atteindre les mentalités contemporaines, notamment celles qui prédominent dans l'université ? Il semble acquis que les nouvelles générations sont dans l'incapacité de recevoir ce qui était familier à celles qui les précédaient. Je me suis heurté personnellement à des responsables de l'enseignement secondaire qui m'opposaient un refus formel, en ce qui concerne la possibilité de poursuivre ce qui faisait l'essentiel de l'ancienne culture scolaire. S'agit-il vraiment d'une impossibilité absolue ?

Il s'est produit, à ce propos, une sorte de rencontre providentielle entre le maître et une enseignante, agrégée de lettres, Cécile Ladjali. Cette jeune femme envoyée en plein territoire de mission à Noisy-le-Grand, non loin de Drancy, avait voulu montrer que l'on pouvait défier l'impossible dans les conditions les plus improbables. Ses élèves, en grande partie d'origine maghrébine, préparant un bac technique, n'étaient nullement dans l'incapacité d'accéder au meilleur. Elle réussit à leur communiquer tout ce qui était réputé inassimilable à leur âge : poèmes, tragédies, spectacles. Steiner était venu constater sur place l'étonnante réussite de cette femme exceptionnelle. N'était-ce pas la preuve que la haute culture n'était pas fermée au plus grand nombre et que son meilleur avocat pouvait être compris au-delà du public de privilégiés qui était le sien ?

Après la disparition de George Steiner, il y a donc un avenir aux multiples déploiements. C'est le trésor même de l'humanité qui se doit d'être transmis, avec ses conséquences qui peuvent être politiques. La grande leçon d'une vie de lecteur insatiable n'est-elle pas que la lecture des grands textes « *perdure jusqu'à la fin des temps* » ? ■

(1). Pierre Boutang
Ontologie du secret, coll. Quadrige
PUF, 1973, réédition 2016

Pierre-Emmanuel Dauzat, le meilleur spécialiste de George Steiner a publié en 2013 un volume de la collection Quarto de Gallimard, intitulé *Œuvres*, où l'on retrouve quelques-uns des livres essentiels de l'auteur d'*Après Babel*.



Tout part du portrait d'une famille dont certains personnages sont déjà apparus dans les précédents romans de Coe⁽¹⁾. Il y a Benjamin le looser magnifique, le plus mauvais des amants, le plus confidentiel des écrivains, homme d'un seul livre qui ne se vend dans aucune librairie mais seulement dans une jardinerie, l'homme d'un seul amour sur lequel il ne peut tirer un trait et qui vit en quasi-ermite dans une grande maison retirée près d'une rivière. Il y a Sophie sa nièce, l'universitaire et femme de lettres, qui se marie à un personnage radicalement différent avec qui elle ne partage pas grand-chose. Il y a la mère de son mari, cantonnée dans son petit cottage et qui déteste tous ces étrangers qui viennent polluer sa belle Angleterre. Il y a le père de Benjamin qui ne voit plus les usines de son enfance dans ce bastion industriel du nord de l'Angleterre, symbole de son antique puissance.

Il y a les amis de Benjamin, ce journaliste brillant et de gauche, bien sûr, qui s'en veut de n'avoir rien dit contre cette gauche qui s'est si facilement ralliée à la mondialisation libérale et qui se voue à la défense des minorités opprimées par « cette société blanche néocoloniale ». Et puis il y a l'autre ami, le clown paumé, amoureux d'une pakistanaise intégrée dont il veut aider la fille à réaliser ses rêves. Et tous



Le portrait d'une Angleterre déchirée

Jonathan Coe nous offre la suite de sa chronique anglaise et nous fait découvrir des personnages et une Angleterre déchirée et sans repères, même si l'espoir n'est jamais très loin. Une chronique engagée où les larmes et les fou-rires se côtoient et qui n'oublie jamais d'être d'abord un roman.

ces gens et quelques autres se rencontrent, s'apprécient, se détestent, se combattent et parfois ils s'aiment. Mais ce qui fait la saveur du roman bien sûr, c'est la griffe de l'auteur, cette manière qui n'est qu'à lui de nous emmener à sa suite en mélangeant fort savamment fou-rire et mélancolie, désespoir et espérance.

À travers la vie de ses personnages, c'est aussi le portrait du Royaume-Uni que nous brosse

Jonathan Coe. Un Royaume-Uni en proie à la désindustrialisation, avec son lot de laissés pour compte, ses friches industrielles et où le crédit tient lieu de salaire quand on ne peut pas résister à l'attrait des temples de la consommation. Un Royaume-Uni que certains ressentent comme envahi. Le tout dans une atmosphère de violence larvée qui n'a besoin que d'une toute petite allumette pour s'enflammer et de

cynisme des élites politiques et médiatiques. Le portrait de David Cameron est redoutable. Même s'il ne partage pas les idées du père de Benjamin, on sent bien l'auteur touché par la souffrance d'une génération qui a vu son Angleterre aux paysages rudes et aux ciels gris disparaître. Farouche adversaire du Brexit, il n'évite pourtant pas toujours la caricature, même s'il s'en sort invariablement par une pirouette et un fou-rire. Benjamin son héros, effondré par le Brexit, part dans le sud de la France, créer un atelier d'écriture, avec des amis venus de toute l'Europe, ainsi qu'avec sa nièce et son mari qui a rejeté la sortie de l'Europe alors qu'au départ, il l'approuvait. Et de fait, leur couple est relancé et ils vont avoir un enfant, l'enfant du Brexit ou plutôt de l'Europe. Ah ! un problème quand même. Le premier élève de Benjamin, originaire de Strasbourg, écrit des nouvelles en français. Or, Benjamin ne parle pas le français. C'est vraiment dur l'Europe. ■

MARC SÉVRIEN.

(1). Les deux précédents romans de la trilogie de Jonathan Coe, *Bienvenue au Club* (2001) et *Le Cercle fermé* (2004) ont été réunis dans un volume intitulé *Les Enfants de Longbridge*, coll. Folio, Gallimard, 2015.

Jonathan Coe, *Le cœur de l'Angleterre*, Gallimard, coll. Du monde entier, 2019, 549 pages.

Le Carnet

Lectures

■ **Règlement de comptes à Lutèce.** - Vous n'avez pas envie de faire du vélo en ville ? Vous en avez marre de partager votre trottoir avec des trottinettes ou des poussettes aux allures de chars d'assaut ? Vous ne supportez plus le bruit de fêtes incessantes et de travaux permanents ? Vous regrettez les petits commerces qui ont cédé la place à des enseignes insipides ? Vous pestez contre les cars de touristes ? Vous ressemblez comme un frère à Benoît Duteurtre. Reprenant des thèmes tissés dans ses précédents livres, l'auteur qui, dans un roman éponyme avait imaginé *Le Retour du Général*, règle ses comptes avec l'actuelle maire de Paris qui le persécute et hante ses nuits, car « ceux qui ne pensent pas comme elle sont des ennemis de la démocratie ». Après s'être révol-

té contre la disparition de l'œuf mayonnaise, il s'en prend à l'hyppocrisie de politiques qui, sous prétexte de lutter contre une pollution attribuée aux automobiles, provoquent des embouteillages dégradant la qualité de l'air. Il dénonce le culte de l'événementiel, pseudo culturel ou sportif, et la prétention à organiser les loisirs du Parisien, lequel « se voit offrir un programme collectif qui jalonne l'année, au rythme des week-ends, sous la houlette de l'administration et la protection de la police », une police omniprésente sous prétexte de principe de précaution. Contre la transformation de sa ville en gigantesque centre commercial et touristique, ce piéton de Paris défend l'idée d'une cité qui donne toute son sens au mot « urbain » et qui ne soit pas le champ d'expérimentations à prétention écologique d'édiles mégalomanes. « Paris a besoin d'un maire aux ambitions limitées, attaché à sa

ville et à son caractère, plutôt qu'au sauvetage de l'humanité entière », conclut-il au terme d'un chapitre empreint de sympathie pour Jean Tiberi. La lecture de ce récit, vivement écrit par un « esprit réfractaire au progrès, survivant égaré de l'ancien monde », n'est pas réservée aux parisiens. Benoît Duteurtre constate en effet la même tendance « à l'œuvre, ici comme ailleurs », dans le village où il aime se réfugier malgré son amour pour Paris. Comme il est un gentil garçon, ce « bobo » assumé admet qu'il peut se tromper, qu'il a peut-être souffert pour son bien et celui des générations futures. Il promet même de faire un effort pour être de son temps. Pour notre part, sur ce point, nous n'en ferons aucun ! ■

XAVIER BERITL.

Benoît Duteurtre, *Les dents de la maire. Souffrances d'un piéton de Paris*, Fayard, janvier 2020.

■ **André Suarès.** - Un peu oublié aujourd'hui, l'auteur du somptueux *Voyage du condottiere* fut aussi un critique littéraire et artistique de tout premier ordre. L'écrivain Stéphane Barsacq vient de publier, sous le titre *Miroir du Temps*, un recueil de textes, la plupart inédits, où l'on peut mesurer l'ampleur du talent de Suarès. On signalera tout particulièrement les quatre études sur Shakespeare, Dostoïevski, Wagner et Péguy. (Bartillat, 360 pages).

■ **Service littéraire.** - Voilà une revue littéraire à recommander chaudement. Entièrement rédigée par des écrivains, *Service Littéraire* étonne et détonne par son style alerte, drôle, parfois vachard. Dans la livraison de février, une sélection de textes autour des *Mémoires* de de Gaulle, un hommage au regretté Alphonse Boudard, un coup de chapeau à Antoine de Rivarol et bien d'autres choses (www.service.litteraire.fr).

La Nouvelle Action royaliste

Pourquoi adhérer à la NAR

Les analyses les plus rigoureuses, les critiques les plus décisives ne sont utiles que si elles sortent des petits cercles d'initiés et se diffusent dans l'ensemble de la société. C'est pourquoi, tout en accordant une grande importance à la réflexion intellectuelle sous toutes ses formes, la NAR se définit d'abord comme une organisation politique, qui vise à diffuser les idées royalistes, à promouvoir l'idée d'une monarchie nationale, populaire, moderne et à préparer le recours au comte de Paris.

C'est pourquoi la NAR prend régulièrement position dans les grands débats nationaux, cherche à éclairer les citoyens dans les choix qui s'offrent au pays et poursuit depuis l'origine un dialogue avec tous ceux qui mettent en avant l'intérêt public avant les choix partisans. La NAR, c'est aussi une organisation vivante, où les adhérents participent à la définition de la ligne politique, élisent leurs dirigeants et forment une communauté militante qui travaille, réfléchit et agit.

Rappelons que l'adhésion à la NAR est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun, la question financière ne devant pas être un obstacle à l'adhésion.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la NAR, de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (06 43 11 36 90), un mail (lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr) ou un courrier adressé à notre siège, nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Au moment où la NAR prépare son 39^e congrès, alors qu'elle va fêter l'an prochain ses 50 années d'existence, n'attendez plus pour vous engager à nos côtés.

Dates à retenir

■ Notre 39^e congrès se tiendra à Paris les 28 et 29 mars prochains. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent y participer. Merci à nos amis de retenir dès maintenant ces dates. Pour toutes informations, contacter notre siège.

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin

Directeur adjoint : C. Barret

Rédacteur en chef : N. Palumbo

Maquette/SR : E. Micheletti

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Partaire : 05 14 – G 84 801

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

Mercredis de la NAR

Chaque mercredi, nous accueillons dans nos locaux nos amis et sympathisants de la NAR pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence se déroule de 20h à 22h dans nos locaux, 38, rue Sibuet, 75012 Paris. Métro Picpus. (entrée libre, participation aux frais de 2 €). Un repas amical est servi à l'issue des débats (participation aux frais : 7 €)

Mercredi 26 février :

David Djaïz
pour son livre
Slow Démocratie.

Mercredi 4 mars :

Jean-François Colosimo
pour son livre *La religion française*.

Mercredi 11 mars :

Bernard Bourdin
sur le thème : Dans une société fragmentée, le bien commun est-il encore possible ?

Mercredi 18 mars

Frédéric Rouvillois
Sur son dernier ouvrage : *La Révolution de 1958*.

Vidéos de la NAR

Toutes les conférences de la saison 2017-2018 sont disponibles sur notre chaîne YouTube et depuis le site « Archives royalistes ». Voici la liste de nos dernières publications :

Mercredi 27 novembre : Colonel René Cagnat.

Sur le thème : La région centre-asiatique et l'Europe en tant que proies des superpuissances et de l'islam.

Mercredi 4 décembre : Françoise Germain-Robin.

Pour la présentation de son livre, en collaboration avec feu Luc Beyer de Ryke : *Congo, mémoires à vif*.

Mercredi 22 janvier : Nicolas Palumbo et

Bertrand Renouvin, dans un débat sur la réforme des retraites et la révolte sociale.

Mercredi 29 janvier : Gabriel Martinez-Gros.

Pour son ouvrage : *L'Empire islamique, VII^e – XI^e siècle*.

Actualités de la NAR

Communiqué

La décision prise par les États-Unis de soumettre les exportations de vins français à une surtaxe de 25% provoque une crise de grande ampleur dans l'ensemble de notre filière viticole, crise sur laquelle les producteurs attirent depuis des semaines, en vain, l'attention du gouvernement. La NAR soutient la profession qui demande la mise en place rapide d'un fonds de compensation permettant de sauvegarder l'activité de plus de 500 000 travailleurs français. Elle s'étonne du manque de réactivité du gouvernement et dénonce le peu d'empressement de la Commission européenne à réagir à cette décision unilatérale du gouvernement américain. Elle exige la mise en œuvre de mesures de rétorsion, décidées s'il le faut au niveau national, au cas où l'Union européenne préférerait défendre, ce qui est vraisemblable, d'autres intérêts que ceux de la viticulture française.

Adhérents

L'envoi des cartes d'adhérents pour 2020 est en cours. Seules les personnes à jour de cotisation recevront leurs cartes. Les retardataires sont instamment priés de bien vouloir se mettre à jour.

Maison de France

■ Le 12 février dernier, le comte de Paris a réagi, sur son compte Twitter, à la crise politique que connaît l'Union européenne à la suite du départ du Royaume-Uni : « *L'Europe, comme civilisation, comme Histoire, est bien vivante. Mais au lendemain du Brexit, l'Union Européenne doit s'interroger sur sa capacité à fédérer autour de seuls principes économiques ou supranationaux.* » Lors des récentes élections européennes, le prince avait déjà exprimé sa vision sur l'avenir du continent en publiant, dans *Marianne*, une tribune intitulée *Nos enjeux européens*.

■ Les éditions Via Romana viennent de publier une biographie très documentée du prince Philippe VII d'Orléans, comte de Paris (1838-1894), préfacée par le prince Jean de France. Nous reviendrons prochainement sur cet ouvrage qui fait revivre une des grandes périodes du mouvement royaliste, marquée par la fin des conflits dynastiques, l'union retrouvée des monarchistes union des princes d'Orléans, la définition d'une vision de la royauté adaptée à notre temps.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

o Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20€) o SIX MOIS (30€) o UN AN (50€) o UN AN SOUTIEN (120€)

VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50€)

o Je paye par chèque à l'ordre de Nouvelle Action Royaliste

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Téléphone portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS



par Bertrand Renouvin

Servir l'État

Emmanuel Macron avait annoncé, le 25 avril dernier, son intention de « supprimer » l'École nationale d'administration. Un rapporteur a été ensuite désigné, qui vient de remettre ses conclusions. Dans un entretien accordé à *Marianne*, Arnaud Teyssier explique ce qu'il est possible de comprendre dans ce rapport confus dont le gouvernement peut tirer tout et n'importe quoi.

Historien, haut-fonctionnaire, longtemps président de l'Association des anciens élèves de l'ENA, l'invité de *Marianne* observe qu'on jette la réforme de l'ENA à des électors ciblés comme un os à ronger. Il a raison. La dénonciation de l'énarchie, qui se confond avec celle du « haut fonctionnaire coupé des réalités » est un thème populaire avant d'être populiste qui remonte aux années soixante. Très en vogue à l'époque, la critique universitaire de la technocratie était hautement paradoxale puisque la République gaullienne avait fait de l'administration l'instrument du pouvoir politique. A Sciences po comme à l'ENA, le service public était alors un idéal incontesté.

Aujourd'hui, l'idéologie officielle est néo-libérale mais Arnaud Teyssier précise qu'on a diffusé à l'ENA « une sorte de soupe managériale assez informe, où flottent lieux communs paresseux et pédagogie dépassée, vieilles ficelles empruntées aux écoles de commerce qui ont commencé à s'en défaire ». L'amateurisme qui caractérise la réforme des retraites et la fermeture de la centrale de Fessenheim, contraire à toute rationalité technique⁽¹⁾, confirment que nous ne sommes pas soumis à une gestion technocratique des choses.

Mais qu'importe les observations pertinentes puisqu'il faut de temps à autre caresser le fauve populiste dans le sens du poil ! C'est ainsi qu'Emmanuel Macron a cru malin d'évoquer le divorce entre le « pays légal » et le « pays réel », cette niaiserie maurrassienne recuite dans diverses sauces. Il n'y a pas de « pays légal » mais un État qui a été la condition d'existence du royaume et qui est resté, sous divers régimes, la condition d'existence de la nation. Quant au « pays réel », il a ceci d'irréel qu'il nie la lutte des classes et, si l'on veut par là évoquer la société française, nul n'ignore que celle-ci supporte son lot de bureaucraties corporatives dont la FNSEA, héritière de la Corporation paysanne de Vichy, est l'exemple achevé.

Il va sans dire qu'une réforme de l'ENA n'est pas à exclure – ce ne serait pas la première – mais il faut poser deux préalables : qu'il y ait un État et qu'il y ait un chef de l'État.

Un chef de l'État ? Il n'est pas nécessaire de rappeler le naufrage de la fonction présidentielle dans la gouvernance oli-

garchique : en majorité, les Français sont persuadés, à juste titre, que le « président des riches » n'est pas le président de la République, en charge de l'essentiel, mais un simple chef de clan.

Un État ? En France, il est conçu de deux manières. L'État, c'est la République, c'est-à-dire l'ensemble des institutions politiques et administratives défini et ordonné par la Constitution selon les principes de 1789 et de 1946. Liberté, égalité, primauté de l'intérêt général impliquent un État souverain, capable d'articuler la souveraineté nationale et la souveraineté populaire. Les délégations de souveraineté commerciale et monétaire, la soumission à des règles budgétaires extérieures, l'adaptation servile de notre fiscalité aux intérêts des riches sont les preuves les plus criantes d'une subversion de la République par un personnel dévoyé et largement corrompu. Comment former les fonctionnaires en vue du service d'un État qui a perdu son autorité, c'est-à-dire sa capacité à animer un corps de principes ?

L'État, c'est aussi, de manière plus spécifique, l'administration chargée de mettre en œuvre le droit, la part véritablement exécutive du pouvoir politique, soumise aux injonctions du gouvernement et appliquant les lois votées par le Parlement. Depuis le XIX^e siècle, nos constitutions politiques successives ont trouvé appui sur une Constitution administrative qu'on s'acharne à détruire sous divers prétextes budgétaires et toujours dans l'imitation des vertus supposées du secteur privé. La prochaine étape pourrait être la loi 3D (« différenciation, décentralisation, déconcentration »), qui ruinerait le principe fondamental d'égalité, selon lequel la loi est la même pour tous⁽²⁾. Encore une fois, comment donner aux fonctionnaires et aux futurs fonctionnaires le sens du service public, si l'État n'est plus qu'un partenaire parmi d'autres, géré sur le mode managérial, considérant de loin des lois expérimentales ou différenciées et soumettant les derniers services publics à la concurrence « libre et non faussée » ?

Nicolas Sarkozy et François Hollande se sont crus modernes et performants en présidant, sous l'égide de Bruxelles, à la destruction de l'État. Refusant d'être les serviteurs de la nation, ils se sont vidés de la fonction symbolique avant de perdre leur capital électoral. Emmanuel Macron suit le même chemin. ■

(1). Cf. *Le blog de Descartes*, 21 février 2020 : « Triste nuit ».

(2). Cf. l'entretien accordé par Benjamin Morel au site *Le Vent Se Lève*, 12 février 2020.

Sommaire

Page 2 - Airbnb, l'universelle aragne. – Face à Airbnb, la riposte s'organise.

Page 3 - Il n'y a pas d'affaire Griveaux. – L'Écho du net.

Page 4 - Fiscalité : ruissellement ou évaporation. – La quinzaine sociale.

Page 5 - Haïti, république bananière.

Pages 6 et 7 – Édouard Husson et la crise allemande.

Page 8 – Vers une nouvelle guerre idéologique ?

Page 9 – George Steiner.

Page 10 – Jonathan Coe. – Benoît Duteurtre. – Le Carnet.

Page 11 – Le mouvement royaliste.

Page 12 – Éditorial : Servir l'État.